

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

JOBPUNT VLAANDEREN

[2013/201324]

Jobpunt Vlaanderen coördineert de aanwerving van een onderluitenant brandweer bij de stad Leuven

Onze organisatie,

Leuven ken je vooral als universiteitsstad, gelegen in het hart van Vlaams-Brabant. Het stadsbestuur van Leuven is een moderne overheidsorganisatie en tevens een belangrijke lokale werkgever, die open staat voor de inzet en het talent van iedereen. In het stadskantoor en in de andere locaties in het centrum en aan de rand huisvest de stad Leuven ongeveer 1 300 gemotiveerde werknemers.

Word jij binnenkort ook een (m/v) van ons ?

Jouw functie :

Onder leiding van de kapitein-commandant geef je als onderluitenant leiding aan een ploeg van ongeveer 40 manschappen. Je bent verantwoordelijk voor de operationele interventies op het terrein, waarbij je de manschappen rechtstreeks aanstuurt en de eindbeslissingen neemt. Je wordt binnen de grenzen van de regelgeving ingeschakeld bij brandpreventieopdrachten. Je zorgt voor operationele en administratieve opvolging van preventiedossiers. Daarnaast neem je ook een aantal inhoudelijke en technische opdrachten op in het kader van onderhoud van gebouwen en voertuigen, magazijnbeheer,.... Tijdens de uitvoering van je taken werk je nauw samen met de andere ploegen binnen de brandweer en heb je frequente contacten met interne stadsdiensten, andere brandweerkorpsen en met externen.

Jouw profiel :

Je bent in het bezit van een masterdiploma (zie bijlage van de infobrochure). Je behaalt het brevet van officier tijdens je proeftijd door de aangeboden opleiding te volgen. Je bent op zoek naar een job met een gevarieerd takenpakket en je bent leergierig. Je beschikt over het nodige doorzettingsvermogen en je bent stressbestendig. Je ziet de voordelen van flexibele werkuren.

Ons aanbod :

- Gunstige verlofregeling.
- Maaltijdcheques.
- Hospitalisatieverzekering.
- Fietsvergoeding of gratis openbaar vervoer van en naar het werk.
- De minimum brutoaanvangswedde bedraagt 2.787,89 (PBA1) en 3.458,06 (A6) euro per maand.
- Ervaring bij de overheid wordt volledig overgenomen voor de berekening van je wedde, relevante beroepservaring uit de privésector voor maximum tien jaar.

Hoe solliciteren ?

Surf naar <http://www.leuven.be> of bel het nummer 016-27 24 44 voor meer info over de functieinhoud en over de wijze van kandidaatstelling. We verwachten dat je kandidaatstelling uiterlijk op **18 maart 2013** aangetekend is verstuurd of tegen ontvangstbewijs geregistreerd aan het onthaal van het stadskantoor.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201214]

21 DECEMBRE 2012. — Circulaire ministérielle définissant les notions d'urgence sociale et de cohésion sociale prévues par l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public et prévoyant une période transitoire en matière d'attribution des logements aux candidats locataires entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2013

Mmes et MM. les directeurs-gérants,

I. Les notions d'urgence sociale et de cohésion sociale

Le 19 juillet 2012, le Gouvernement wallon a adopté un arrêté modifiant l'arrêté du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, et y a intégré les notions d'urgence sociale et de cohésion sociale permettant, dans certaines limites réglementairement fixées, de déroger au système d'attribution des logements sociaux sur base de points de priorités régionales.

Pour rappel, la possibilité pour le comité d'attribution d'octroyer un logement pour une raison d'urgence sociale ou de cohésion sociale en dérogation aux points de priorité régionale, est limitée à un maximum de 10 % des attributions effectuées au cours d'une même année civile sur chaque commune. Ce pourcentage maximum est toutefois porté à 15 % pour les communes disposant d'au moins 5 % de logements sociaux sur leur territoire ainsi que pour les communes disposant de moins de 5 % de logements sociaux sur leur territoire mais dont la proportion de logements sociaux créés sur leur territoire a augmenté de 20 % durant les cinq années précédant l'année antépénultième, et à 20 % pour les communes disposant d'au moins 15 % de logements sociaux sur leur territoire [1].

Le pourcentage retenu doit être affecté pour deux tiers aux candidatures présentant une urgence sociale et pour un tiers aux candidatures justifiées par la cohésion sociale, sauf lorsque la commune dispose d'au moins 20 % de logements sociaux sur son territoire, la répartition est alors fixée par moitié.

Lors de l'adoption de cet arrêté, le Gouvernement wallon a précisé que « les particularités des situations visées pouvant être très diverses et difficiles à figer dans un texte réglementaire, il apparaît plus opportun d'encadrer l'usage de ces dérogations justifiées par l'urgence sociale ou la cohésion sociale, par une circulaire pouvant être plus facilement adaptée aux cas rencontrés », tel est l'objet de la présente circulaire.

1. Urgence sociale

Comme le Gouvernement wallon a déjà pu le préciser, les situations correspondant à des circonstances d'urgence sociale peuvent soit être des situations ne bénéficiant pas de points de priorité régionale, soit être des situations bénéficiant de points de priorité régionale. Toutefois, parmi ces situations bénéficiant de points de priorité, certaines peuvent avoir une particularité accentuant l'urgence sociale. Il s'agit donc de pouvoir agir plus rapidement pour ces situations dites « particulières ».

Les situations pouvant donner lieu à l'attribution d'un logement pour une raison d'urgence sociale ne peuvent résulter du seul fait de l'intéressé.

Pour qu'il y ait urgence sociale en termes de logement :

1. la situation invoquée par le candidat locataire doit être récente;
2. le péril encouru par le candidat locataire doit être imminent voire existant;
3. la situation exige une solution dans les plus brefs délais.

A titre d'exemple, sont notamment visées, les personnes qui ont récemment quitté leur logement suite à des violences familiales ou qui ont perdu leur logement suite à une calamité ou à un incendie ou encore qui sortent d'une institution médicale ou sociale, et ne peuvent par ailleurs être momentanément hébergées chez des proches ou dans un logement de transit.

2. Cohésion sociale

Le Gouvernement wallon a défini la cohésion sociale comme visant les ménages, candidats locataires, qui ne disposent d'aucun point de priorité mais éventuellement de points d'ancienneté et dont le parcours atteste d'une participation à la vie sociale de la commune.

A cet égard, rappelons que les plans de cohésion sociale se déclinent en actions coordonnées au sein de quatre axes :

1. l'accès à un logement décent;
2. l'insertion socio-professionnelle;
3. l'accès à la santé et le traitement des assuétudes;
4. le retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels.

Dans cette perspective, l'attribution d'un logement pour une raison de cohésion sociale doit être justifiée par un nécessaire lien entre le logement et la progression du candidat locataire dans l'un des trois autres axes visés ci-dessus.

Dès lors, un logement dans une commune précise peut être attribué à un candidat-locataire actif tant professionnellement que personnellement dans la commune, à un candidat-locataire dont le suivi médical ou thérapeutique est assuré dans cette commune, à un candidat-locataire qui désire un logement dans cette commune pour des raisons familiales ou dont un membre du ménage est domicilié dans la commune depuis au moins un an.

A titre d'exemple, sont notamment visées :

- la personne suivie de manière récurrente par un établissement médical ou thérapeutique situé sur le territoire de la commune depuis plusieurs années et qui a tissé des liens importants avec le personnel soignant ou d'autres patients;
- la personne qui désire se rapprocher d'un parent nécessitant un accompagnement de longue durée;
- la personne investie dans des associations ou des comités au sein de la commune depuis plusieurs années et de manière régulière;
- la personne investie au sein de la commune depuis plusieurs années et de manière régulière dans un projet collectif regroupant différentes catégories d'âges tel qu'un projet de lecture par les personnes âgées pour les enfants dans les classes maternelles ou un projet de cours d'informatique assuré bénévolement pour les personnes âgées;
- la personne travaillant sur le territoire de la commune et plus particulièrement lorsque la profession exige que le domicile soit proche du lieu de travail.

3. Procédure

Les candidats qui souhaitent bénéficier de l'attribution d'un logement pour une raison d'urgence sociale ou de cohésion sociale déposent un dossier auprès de chaque société de logement de service public concernée par leur candidature.

Toute décision prise par le comité d'attribution de la société de logement sera motivée et prise sur avis conforme du commissaire de la Société wallonne du Logement, dans le respect du principe de non-discrimination et d'égalité de traitement des candidats locataires.

II. Période transitoire

Les attributions pour raison d'urgence sociale ou de cohésion sociale ne seront effectives qu'à partir du 1^{er} avril 2013, tout comme les attributions selon les nouvelles grilles de points de priorité régionale, le renouvellement des candidatures accompagnées des nouveaux documents requis et le calcul des points de priorité régionale selon ces nouvelles grilles demandant du temps aux sociétés de logement.

Par dérogation aux articles 19 et 23 de l'arrêté du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public tel que modifié par l'arrêté du 19 juillet 2012, les attributions se feront par conséquent du 1^{er} janvier 2013 au 31 mars 2013, outre pour raison de mutation ou de force majeure, sur la base de la liste des candidats bénéficiant uniquement de points d'ancienneté à la date du 1^{er} juillet 2012 et sur la base de la liste des candidats récoltant des points de priorité régionale telle qu'arrêtée au 31 décembre 2012 en application de l'article 17, § 2, en vigueur à cette date.

Namur, le 21 décembre 2012.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

[1] Les pourcentages de logements sociaux pris en compte sont les pourcentages établis au 1^{er} janvier de l'année antépénultième, arrondis à l'unité supérieure.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201214]

21. DEZEMBER 2012 — Ministerielles Rundschreiben zur Bestimmung der Begriffe der in Artikel 23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen vorgesehenen sozialen Notlage und sozialen Kohäsion, und durch welches eine Übergangsperiode für die Zuteilung der Wohnungen an die Mietbewerber zwischen dem 1. Januar und dem 31. März 2013 vorgesehen wird

An die Damen und Herren geschäftsführenden Direktoren,

I. Begriffe der sozialen Notlage und der sozialen Kohäsion

Am 19. Juli 2012 hat die Wallonische Regierung einen Erlass verabschiedet, der den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Sozialwohnungen abändert, und hat die Begriffe der sozialen Notlage und der sozialen Kohäsion eingefügt, die innerhalb bestimmter verordnungsmäßig festgelegten Begrenzungen erlauben, von dem System zur Zuteilung der Sozialwohnungen auf der Grundlage von regionalen Vorzugspunkten abzuweichen.

Zur Erinnerung: die Möglichkeit für den Ausschuss für die Zuteilung der Wohnungen, eine Wohnung aus Gründen der sozialen Notlage oder der sozialen Kohäsion in Abweichung von den regionalen Vorzugspunkten zuzuteilen, wird auf höchstens 10% der im Laufe eines selben Kalenderjahres in jeder Gemeinde erfolgten Zuteilungen beschränkt. Dieser maximale Prozentsatz wird jedoch auf 15% für die Gemeinden, die über mindestens 5% Sozialwohnungen auf ihrem Gebiet verfügen, sowie für die Gemeinden, die weniger als 5 Sozialwohnungen auf ihrem Gebiet verfügen, deren Anteil an auf ihrem Gebiet gebauten Sozialwohnungen aber um 20% im Laufe der fünf Jahre vor dem zweitletzten Jahr zugenommen hat, und auf 20% für die Gemeinden, die über mindestens 15% Sozialwohnungen auf ihrem Gebiet verfügen, erhöht [1].

Der berücksichtigte Prozentsatz muss um zwei Drittel den Bewerbungen, die eine soziale Notlage aufweisen, und um ein Drittel den Bewerbungen, die durch die soziale Kohäsion berechtigt sind, zugewiesen werden, außer wenn die Gemeinde über mindestens 20% Sozialwohnungen auf ihrem Gebiet verfügt, wobei die Verteilung in Hälften erfolgt.

Bei der Verabschiedung dieses Erlasses hat die Wallonische Regierung Folgendes erläutert: "da die Eigenschaften der erwähnten Lagen sehr unterschiedlich und schwer in einem verordnungsmäßigen Text festgelegt werden können, erscheint es zweckmäßiger, der Ausübung dieser durch die soziale Notlage oder die soziale Kohäsion berechtigten Abweichungen durch ein Rundschreiben, das den eingetroffenen Fällen leichter angepasst werden kann, ein Rahmen zu geben", was das Ziel dieses Rundschreibens ist.

1. Soziale Notlage

Wie die Wallonische Regierung bereits erklärt hat, können die Lagen, die Umständen der sozialen Notlage entsprechen, entweder Lagen ohne Anspruch auf regionale Vorzugspunkte oder Lagen mit Anspruch auf regionale Vorzugspunkte sein. Einige von diesen Lagen mit Anspruch auf Vorzugspunkte können jedoch eine Besonderheit aufweisen, die die soziale Notlage verstärkt. Es geht darum, für diese "besonderen" Lagen schneller eingreifen zu können.

Die Lagen, die Anlass zur Zuteilung einer Wohnung aus Gründen der sozialen Notlage geben, dürfen nicht von dem Betroffenen allein abhängig sein.

Damit eine soziale Notlage im Wohnbereich vorliegt:

1. muss die von dem Mietbewerber geltend gemachte Lage neu sein;
2. muss die den Mietbewerber bedrohende Gefahr bevorstehen oder sogar bereits bestehen;
3. muss die Lage einer möglichst schnellen Lösung bedürfen.

Zum Beispiel sind insbesondere die Personen betroffen, die ihre Wohnung infolge von Familiengewalt verlassen haben, oder die ihre Wohnung infolge einer Katastrophe oder eines Brandes verloren haben, oder Personen, die aus einer medizinischen oder sozialen Einrichtung entlassen werden, die aber weder bei Angehörigen bzw. Bekannten noch in einer Übergangswohnung zeitweise beherbergt werden können.

2. soziale Kohäsion

Die Wallonische Regierung hat die soziale Kohäsion so definiert, dass sie die sich als Mieter bewerbenden Haushalte betrifft, die über keine Vorzugspunkte, jedoch ggf. über Alterspunkte verfügen, und deren Lebenslauf eine Beteiligung an dem sozialen Leben der Gemeinde bezeugt.

In dieser Hinsicht weisen wir darauf hin, dass die sozialen Kohäsionspläne in Aktionen durchgeführt werden, die in vier Achsen koordiniert werden:

1. Zugang zu einer menschenwürdigen Wohnung;
2. sozialberufliche Eingliederung;
3. Zugang zur Gesundheit und zur Suchtbehandlung;
4. Neuknüpfung der sozialen, intergenerationellen und interkulturellen Beziehungen.

In dieser Aussicht muss die Zuteilung einer Wohnung aus Gründen der sozialen Kohäsion durch eine notwendige Verbindung zwischen der Wohnung und der Progression des Mietbewerbers in einer der anderen oben erwähnten drei Achsen begründet werden.

So kann eine Wohnung in einer bestimmten Gemeinde einem Mietbewerber, der sowohl beruflich als auch persönlich in der Gemeinde tätig ist, einem Mietbewerber, dessen ärztliche oder therapeutische Behandlung in dieser Gemeinde erfolgt, oder einem Mietbewerber, der eine Wohnung in dieser Gemeinde aus Familiengründen wünscht, oder bei dem ein Haushaltsmitglied seinen Wohnsitz in der Gemeinde seit mindestens einem Jahr hat, zugewiesen werden.

Zum Beispiel sind insbesondere die folgenden Personen betroffen:

- Die Person, die seit mehreren Jahren durch eine medizinische oder therapeutische Einrichtung, die auf dem Gemeindegebiet liegt, auf wiederholte Weise behandelt wird, und wichtige Bande mit dem Pflegepersonal oder mit anderen Patienten geknüpft hat;
- Die Person, die näher zu einem Verwandten, der eine langfristige Betreuung braucht, wohnen möchte;
- Die Person, die sich seit Jahren regelmäßig in Vereinen oder Ausschüssen in der Gemeinde einsetzt;
- Die Person, die sich seit Jahren regelmäßig in der Gemeinde in einem gemeinschaftlichen Projekt einsetzt, das mehrere Alterskategorien versammelt, wie zum Beispiel ein Projekt, in dem ältere Personen Geschichten für Kinder in Kindergarten vorlesen, oder ein Projekt von EDV-Unterricht für ältere Personen, der durch Freiwillige erteilt wird;
- Die Person, die auf dem Gemeindegebiet arbeitet, insbesondere wenn der Beruf notwendig macht, dass der Wohnsitz nah von der Arbeit gelegen ist.

3. Verfahren

Die Bewerber, die die Zuteilung einer Wohnung aus Gründen der sozialen Notlage oder der sozialen Kohäsion beanspruchen möchten, reichen eine Akte bei jeder durch ihre Bewerbung betroffenen Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes ein.

Jeder Beschluss, der von dem Ausschuss für die Zuteilung der Wohnungen getroffen wird, wird mit Gründen versehen und auf gleichlautendes Gutachten des Kommissars der Wallonischen Gesellschaft unter Einhaltung des Grundsatzes der Nichtdiskriminierung und Behandlungsgleichheit der Mietbewerber getroffen.

II. Übergangsperiode

Die Zuteilung aus Gründen der sozialen Notlage oder der sozialen Kohäsion werden erst ab dem 1. April 2013 effektiv, wie auch die Zuteilungen nach den neuen Tabellen der regionalen Vorzugspunkte, da die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Erneuerung der Bewerbungen mit den neuen erforderlichen Dokumenten und die Berechnung der regionalen Vorzugspunkten nach diesen neuen Tabellen eine gewisse Zeit brauchen.

In Abweichung von den Artikeln 19 und 23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Sozialwohnungen, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 2012 abgeänderten Fassung, erfolgen die Zuteilungen vom 1. Januar 2013 bis zum 31. März 2013 neben den Gründen des Wohnungswechsels oder der höheren Gewalt, auf der Grundlage der Liste der Bewerber, die am 1. Juli 2012 ausschließlich über Alterspunkte verfügen, und auf der Grundlage der Liste der Bewerber, die regionale Vorzugspunkte sammeln, so wie diese Liste am 31. Dezember 2012 in Anwendung von Artikel 17, § 2, der an diesem Datum in Kraft ist, festgelegt wurde.

Namur, den 21. Dezember 2012

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

[1] Die berücksichtigten Prozentsätze an Sozialwohnungen sind die am 1. Januar des zweitletzten Jahres festgesetzten, auf die nächste Einheit aufgerundeten Prozentsätze.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201214]

21 DECEMBER 2012. — Ministeriële omzendbrief tot bepaling van de begrippen van sociale urgentie en sociale cohesie bedoeld in artikel 23 van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen

Mevrouwen en Heren directeurs-zaakvoerders,

I. De begrippen sociale urgentie en sociale cohesie

Op 19 juli 2012 heeft de Waalse Regering een besluit aangenomen tot wijziging van het besluit van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen, en heeft er de begrippen van sociale urgentie en sociale cohesie in opgenomen die in een bepaalde reglementaire vastgelegde mate de mogelijkheid bieden om af te wijken van het toewijzingssysteem van sociale woningen op basis van gewestelijke prioriteitspunten.

Ter herinnering, de mogelijkheid voor het Toewijzingscomité om een woning toe te kennen wegens redenen van sociale urgentie of sociale cohesie in afwijking van de gewestelijke prioriteitspunten wordt beperkt tot maximum 10 % van de toewijzingen uitgevoerd tijdens eenzelfde kalenderjaar in elke gemeente. Dit maximum percentage wordt echter op 15 % gebracht voor de gemeenten die over minstens 5 % van sociale woningen op hun grondgebied beschikken alsook voor de gemeenten die over minder dan 5 % van sociale woningen op hun grondgebied beschikken maar waarvan de verhouding van sociale woningen opgericht op hun grondgebied verhoogd is met 20 % gedurende vijf jaar voor het op twee na laatste jaar, en op 20 % voor de gemeenten die over minder dan 15 % van sociale woningen op hun grondgebied [1] beschikken.

Het overwogen percentage moet voor twee derde bestemd worden voor de kandidaturen die een sociale urgentie vereisen en voor een derde voor de kandidaturen die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van de sociale cohesie, behalve wanneer de gemeente over minstens 20 % van sociale woningen op haar grondgebied beschikt, gebeurt de verdeling per helften.

Bij de aanneming van dit besluit heeft de Waalse Regering bepaald dat "aangezien de bijzonderheden van de bedoelde toestanden zeer verschillend kunnen zijn en moeilijk vastgelegd kunnen worden in een reglementaire tekst, lijkt het opportuun om het gebruik van deze afwijkingen die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van de sociale urgentie of de sociale cohesie, te laten regelen door een omzendbrief die zonder moeite aan de verschillende gevallen kan aangepast worden", dit is het doel van deze omzendbrief.

1. Sociale urgentie

Zoals de Waalse Regering het reeds bepaald heeft, kunnen de toestanden van sociale urgentie worden beschouwd als toestanden die niet in aanmerking komen voor de gewestelijke prioriteitspunten of als toestanden die in aanmerking komen voor de gewestelijke prioriteitspunten. Onder deze toestanden die in aanmerking komen voor de prioriteitspunten zijn er sommigen die echter een bijzonderheid vertonen die de sociale urgentie verhogen. Het is dus nodig om sneller te kunnen handelen als het gaat om "bijzondere" toestanden.

De toestanden die aanleiding kunnen geven tot de toewijzing van een woning wegens sociale urgentie kunnen niet louter te maken hebben met de betrokkene.

Om van sociale urgentie te spreken inzake woning :

1. moet de door de kandidaat-huurder aangehaalde toestand recent zijn;
2. moet de kandidaat-huurder aan een onmiddellijk en zelfs bestaand gevaar blootgesteld zijn;
3. moet de toestand een zo spoedig mogelijke oplossing vereisen.

Worden hiermee bedoeld, de personen die onlangs hun woning verlaten hebben wegens familiaal geweld of die hun woning verloren hebben wegens een ramp of brand of personen die een medische of sociale instelling hebben verlaten en die momenteel niet bij verwanten of in een transitwoning gehuisvest kunnen worden.

2. Sociale cohesie :

Voor de Waalse Regering wordt de sociale cohesie omschreven als betrekking hebbend op de gezinnen, kandidaat-huurders, die over geen enkel prioriteitspunt beschikken maar wel over anciënniteitspunten en die een deelname aan het maatschappelijk leven van de gemeente kunnen bewijzen.

In dat verband moeten we eraan herinneren dat de plannen voor sociale cohesie uit gecoördineerde acties bestaan die betrekking hebben op vier beleidslijnen :

1. de toegang tot een recente woning;
2. de inschakeling in de maatschappij en het arbeidscircuit;
3. de toegang tot de gezondheid en de behandeling van de verslavingen;
4. het opnieuw aanhalen van de maatschappelijke banden en de banden tussen de generaties en de culturen.

In dit opzicht moet de toewijzing van een woning wegens sociale cohesie worden gerechtvaardigd door een noodzakelijk verband tussen de woning en de vooruitgang van de kandidaat-huurder in één van de drie hierboven vermelde beleidslijnen.

In een bepaalde gemeente kan een woning bijgevolg worden toegewezen aan een kandidaat-huurder die zowel beroepshalve als persoonlijk actief is in de gemeente, aan een kandidaat-huurder die medische of therapeutisch wordt opgevolgd in deze gemeente of aan een kandidaat-huurder die een woning wenst in deze gemeente om familiale redenen of waarvan een gezinslid sinds minstens één jaar in de gemeente woonstkeuze heeft gemaakt.

Worden hiermee bedoeld :

- de persoon die door een medische of therapeutische inrichting gelegen op het grondgebied van de gemeente wordt opgevolgd en die zijn behandeling wegens het bijzonder karakter van de zorgen nergens anders kan volgen;
- de persoon die naast een bloedverwante wil wonen die een begeleiding van lange duur nodig heeft;
- de persoon die actief deelneemt aan het verenigingsleven van de gemeente sinds verschillende jaren en op regelmatige basis;
- de persoon die op het grondgebied van de gemeente werkt en meer bepaald als het beroep vereist dat de woonplaats dicht bij de werkplaats moet gelegen zijn.

3. Procedure

De kandidaten die in aanmerking wensen te komen voor de toewijzing van een woning wegens sociale urgentie of sociale cohesie dienen een dossier in bij elke openbare huisvestingsmaatschappij die bij hun kandidatuur betrokken is.

Elke beslissing genomen door het Toewijzingscomité van de huisvestingsmaatschappij wordt gemotiveerd en genomen na eensluidend advies van de commissaris van de "Société wallonne du Logement", met inachtneming van het non-discriminatie en gelijkheidsbeginsel van de kandidaat-huurders.

II. Overgangperiode

De toekenningen voor sociale urgentie en sociale cohesie gaan pas in op 1 april 2013, en dat is eveneens het geval voor de toekenningen volgens de puntenroosters van gewestelijke prioriteiten, daar de hernieuwing van de kandidaturen met als bijlagen de nieuwe vereiste documenten en de berekening van de punten van de gewestelijke prioriteiten volgens die nieuwe roosters veel tijd vergt van de huisvestingsmaatschappijen.

In afwijking van de artikelen 9 en 23 van het besluit van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van de woningen beheerd door de Waalse Huisvestingsmaatschappij of door de openbare huisvestingsmaatschappijen zoals gewijzigd bij het besluit van 19 juli 2012 gebeuren de toekenningen bijgevolg van 1 januari 2013 tot en met 31 maart 2013, naast redenen van overgang of overmacht, op grond van de lijsten van de kandidaten die enkel anciënniteitspunten hebben op 1 juli 2012 en op grond van de lijst van de kandidaten die gewestelijke prioriteitspunten verzamelen zoals vastgelegd op 31 december 2012 overeenkomstig artikel 17, § 2, die op die datum van kracht was.

Namen, 21 december 2012.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

[1] De percentages van sociale woningen die in aanmerking worden genomen, zijn de percentages vastgesteld op 1 januari van het op twee na laatste jaar, afgerond naar boven.